

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 09/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



BOOG (nouvelle carrière ZERC2 n°10)

15 rue de la Corvée
68890 Meyenheim

Références : 0006706171_2023_04_25_BOOG_VIIC
Code AIOT : 0006706171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2023 dans l'établissement BOOG (nouvelle carrière ZERC2 n°10) implanté ZERC 2 n°10 68890 Meyenheim. L'inspection a été annoncée le 19/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOOG (nouvelle carrière ZERC2 n°10)
- ZERC 2 n°10 68890 Meyenheim
- Code AIOT : 0006706171
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 07 octobre 2015. L'exploitation est autorisée pour une durée de 15 ans.

L'exploitation se fait à sec et en eau à la dragline jusqu'à une profondeur de 12m.

L'arrêté préfectoral encadre également une station de transit (2517) pour une surface de 1.18 ha (régime de l'enregistrement) et une installation de traitement des matériaux (2515) pour une puissance de 315 kW (régime de l'enregistrement). La zone de transit se situe au voisinage de la carrière à l'ouest du chemin d'accès et l'installation de traitement n'est présente sur la plateforme que de façon épisodique (non présente le jour de l'inspection).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'avancement de l'exploitation, les mesures de remise en état et les mesures ERC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Accès au site	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/10/2015, article 8.3.1	/	Sans objet
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 07/10/2015, article 2.3.1	/	Sans objet
3	Mesures ERC et échéances	Arrêté Préfectoral du 07/10/2015, article 1.11.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la carrière a visiblement pris du retard sur le phasage prévu. Il appartient à l'exploitant de mettre en oeuvre les moyens pour rattrapper le phasage et d'informer l'inspection sur l'échéance de retour au respect du phasage prévu. Sinon, il doit solliciter une modification de ses conditions d'exploiter.

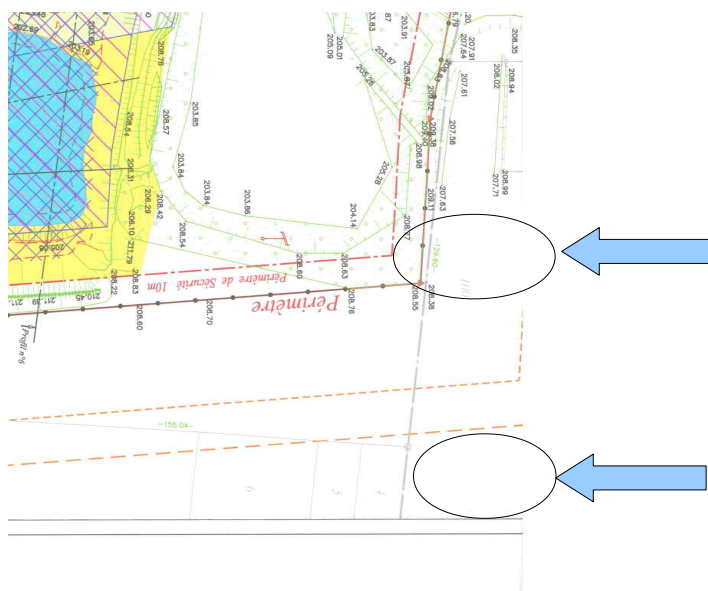
Il a été constaté la présence d'aménagements réalisés par des personnes extérieures à l'exploitation (chasseurs).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2015, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1.3.1. CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le : - dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé, - les éventuels futurs dossiers de demande de modification des conditions d'exploiter déposés par l'exploitant.
Constats : A la date de l'inspection, l'exploitation de la carrière est dans sa phase 2 (2019-2024).

Le plan d'exploitation daté du 30 août 2022 montre que certaines zones au nord et au sud du plan d'eau n'ont pas été exploitées au maximum de ce qui était prévu (Cf plan en jaune la phase 1).



Le phasage prévoit qu'à l'échéance de la phase 2, la partie ouest du site soit totalement exploitée hors d'eau.

Il apparaît que l'exploitation a pris du retard sur le phasage prévu. En effet, bien que l'échéance de la phase 2 ne soit qu'en 2024, il est très vraisemblable qu'à cette date la carrière ne soit pas dans l'état prévu.

Il appartient à l'exploitant d'anticiper cette situation. Il se prononcera dans **un délai d'un mois** :

- * soit sur sa capacité à rattraper le phasage et le délai pour le faire,
- * soit sur l'opportunité de faire modifier le phasage d'exploitation et les conditions de remise en état et de réévaluer le montant des garanties financières en conséquence.

Il indiquera les moyens qu'il met en place pour récupérer le gisement non exploité identifiés sur le plan ci-dessus. Dans l'hypothèse où certaines zones ne seraient, aujourd'hui, plus accessibles, il estimera le volume perdu. L'exploitant devra justifier de la non accessibilité des zones concernées, le cas échéant.

L'exploitant se positionnera dans **un délai de 3 mois**.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2015, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de remises en état

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation (carrière, plate-forme de traitement et stockages, ...) dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
(...)

Dans le cadre de l'impact paysager du site et son insertion, l'exploitant met en place :

Secteur « carrière » :

- un merlon paysager de 3 m de hauteur en bordure Est de la carrière,
- un merlon paysager de 3 m de hauteur entre le chemin d'exploitation du secteur et la limite Sud de la zone carrière, avec plantation de haies.

Ces merlons sont réalisés avec des stériles de découverte de la carrière.

Secteur « plate-forme de stockage et installation de traitement » :

- un écran boisé entre l'autoroute A35 et la limite Ouest de la plate-forme de transit,
- une haie de buissons en limite Sud de la plate-forme dans la continuité de la haie existante préservée.

Calendrier de réalisation :

Merlon paysager définitif en limite Est carrière	1 an à compter de l'autorisation d'exploiter (avant fin 2016)
Merlon paysager définitif en limite Sud carrière	1 an après le démarrage de la 2eme phase quinquennale d'exploitation de la carrière (avant fin 2021)
Les plantations de haies sur les 2 merlons	avant fin novembre 2016 et 2021
Merlon de stockage des stériles (temporaire) sur côté Ouest de la plate-forme de transit	avant fin 2016
Merlon de stockage des stériles (temporaire) sur côté Sud de la plate-forme de transit	avant fin 2021
Ecran boisé définitif en limite Ouest de la plate-forme	avant fin novembre 2016
Haie de buissons définitive en limite Sud de la plate-forme dans la continuité de la haie existante préservée	avant fin novembre 2016

En aucune façon les secteurs sur lesquels des espèces protégées ont été mises en évidence ne doivent être touchés ou endommagés par l'exploitation (décapage, stockage de terres, stockage de matériaux, stockage de matériel, circulation, exploitation) avant que les aménagements de réduction d'impact ou de compensation ne soient réalisés.

Constats : Il a été constaté que les aménagements ont été réalisés.

Côté carrière

Merlon paysager en partie Est de la carrière



Merlon paysager en partie sud de la carrière



Les plantations de haies sur les 2 merlons ont été réalisées.

Côté plateforme de stockage

Les merlons de stériles ont été créés en partie ouest et sud de la plateforme :



merlon ouest (plateforme)



merlon Sud (plateforme)

Des arbres ont été plantés afin de constituer un écran boisé en limite ouest de la plateforme



La haie de buisson au sud de la plateforme a été constituée dans la continuité de la haie existante.



(vue depuis l'extérieur de la plateforme)	(vue depuis l'intérieur de la plateforme)
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 3 : Mesures ERC et échéances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2015, article 1.11.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures ERC			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci après :			
Propositions	mesures	localisation	échéancier
ME1	Saussaie marécageuse : aucune exploitation sur ce secteur (1,2 ha)	La zone historique de carrière en partie Nord du secteur « carrière »	/
ME2	Laisser en place et prolonger la haie (<i>lieu de nidification</i>)	Côté Est de la limite Sud de la plate-forme	Prolongement de la haie avant fin en Novembre 2016
ME3	Laisser en place les massifs de ronces	Limite Est de la zone « carrière » en banquettes de protection	/
MR1	Aucune opération de suppression des 2 haies présentes dans le secteur « carrière » (linaire de 260 m) hors période de nidification	secteur « carrière » (linaire de 260 m)	Courant 2016 (novembre), hors période de nidification [1 ^{er} avril – 1 ^{er} août]
MC3	Création d'un linéaire de 260 m de haie	Sur les merlons paysagers en bordures du secteur « carrière » : - merlon paysager Est - merlon paysager Sud avec des essences locales	- avant fin novembre 2016 - avant fin novembre 2021
MC1	Compte tenu de la destruction prairie à fauche Est (Campanule) – habitat prairie grasse et haies : - récolte des graines de fleur entre fin été et début automne 2015 - conservation des semis pour plantation ultérieure/remise en état du site	Plantation sur la banquettes périphérique Est de la carrière (<i>voir plan dossier</i>) sur 200 m ²	Récolte entre fin été et début automne 2015 Plantation à la fin de l'hiver 2016-2017
MC2	Compte tenu de destruction de la prairie à fauche de la zone « carrière » sur environ 1ha : - recréer une prairie à fauche	Sur la plate-forme de stockages et traitement (sur 1,1 ha)	Lors de la cessation d'activité

MC4	Aménagements pour batraciens : creusement d'un cortège de mares (6 -10 m ²) de 5/15 cm de profondeur, déconnectées du plan d'eau de la carrière avec mise en place de petits tas de galets à proximité (*).	Angle Sud-Est de la banquette à la cote 205 mNGF, sur le secteur « carrière », banquette à la cote 205 mNGF	Avant l'échéance de la 1ere phase quinquennale
		Angle Nord-Ouest de la banquette à la cote 209,50, sur le secteur « carrière »,	Lors de l'achèvement de la remise en état finale
Suivi écologue	/	/	- annuel pendant 5 ans - puis 1 fois/2ans pendant 10 ans

- Mesure de réduction (MR) d'impact
- Mesure d'évitement (ME)
- Mesure de Compensation (MC)

Les comptes-rendus de réalisation des opérations (*prolongement de la haie, réalisation des merlons, récolte des graines, plantations, mares, etc ...*) seront transmis **au plus tard le 31 mars de l'année [n+1]** suivant la réalisation des aménagements de l'année [n] :

- au Préfet,
- à la DREAL-ALSACE(2 exemplaires).

Les rapports ultérieurs, à savoir les rapports de suivi écologue (faune, flore), rapport de synthèse, etc... seront transmis **au plus tard le 31 mars de l'année [n+1]** pour les constats faits pour l'année [n] :

- au préfet,
- à la DREAL-ALSACE (2 exemplaires).

Les constats doivent permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures de réduction d'impact, à moyen terme, afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, pour notamment garantir l'adaptation des espèces à leurs nouveaux emplacements, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact. En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, et notamment celles précédemment définies au tableau ci-dessus, des mesures correctives doivent être apportées par le pétitionnaire afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées; le Préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées.

L'exploitant respecte les dispositions en matière de mesures compensatoires. A défaut, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Constats : ME1 La saussaie marécageuse se situe en dehors de la zone d'exploitation (partie nord du site) aucune activité n'a lieu dans cette zone.

ME2 : Le prolongement de la haie zone sud de la plateforme a été réalisé (cf point de constat précédent).

ME3 : Le massif de ronce est situé dans partie sud Est de la saussaie marécageuse.



MR1 : L'une des haies est toujours présente sur la zone ouest de la carrière. Celle-ci aurait du être enlevée en 2016.

MC1 : Les semis issus de la prairie à fauche Est (campanule) ont été replantés sur la banquette périphérique Est de la carrière.



MC4 : La marre à batraciens a été créée en partie Sud-Est de la carrière.



L'exploitant fait un suivi écologique des aménagements, il a remis le dernier rapport de suivi "Suivi écologique de la carrière année N+5" de mars 2022 par le bureau d'expertise en Environnement et Ingénierie (BEE Ing).

Observation :

Le bilan écologique de mars 2022, conclut en particulier à "l'absence évidente d'enjeux pour ce groupe d'espèces [amphibiens]". Il précise que la réalisation de la mare n'était semble-t-il pas opportune.

Concernant la campanule, malgré les aménagements, elle n'est plus observée depuis 2017. Un seul pied avait été observé en 2014. Le rapport écologique précise qu'au vu de l'écologie de l'espèce, il s'agissait d'une donnée atypique et anecdotique.


Les plantations de haies sur le merlon Est, réalisées en 2017, se développent comme attendu. Aucune préconisation particulière n'est faite si ce n'est de continuer le mode de gestion doux (arrachage manuel des indésirables).

Les plantations sur le merlon sud ont été réalisés en décembre 2021. Il est donc attendu le prochain bilan pour connaître l'évolution de cet aménagement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 223/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès au site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. (...)
Constats : Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un aménagement sur la partie Est de la carrière en haut du talus à l'intérieur du site. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un aménagement réalisé par des chasseurs.  Ce constat constitue une non conformité à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 23 septembre 1994.
Observation : Il est attendu que l'exploitant interdise l'accès aux tiers. Les aménagements seront également à démanteler, sauf à justifier d'un intérêt écologique particulier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours